

# TURKEY RIGHTS MONITOR



Numéro 61 | 16-22 août 2021

## DÉTENTIONS ET ARRESTATIONS ARBITRAIRES

Tout au long de la semaine, les procureurs ont ordonné la détention d'au moins 22 personnes pour des liens présumés avec le mouvement Gülen. En octobre 2020, un [avis](#) du Groupe de travail des Nations unies sur la détention arbitraire (GTDA) a déclaré que l'emprisonnement généralisé ou systématique de personnes ayant des liens présumés avec le groupe pouvait constituer un crime contre l'humanité. Solidarity with OTHERS a compilé une [base de données](#) détaillée pour suivre les détentions massives liées à Gülen depuis un coup d'État manqué en juillet 2016.

**16 août** : La police d'Istanbul a [forcé](#) trois personnes à monter dans un véhicule blindé et les a soumises à la torture et à des mauvais traitements pour tenter d'en faire des informateurs.

**18 août** : Les procureurs ont [refusé](#) l'autorisation à Murat Turan, un homme emprisonné pour des liens présumés avec le mouvement Gülen, qui voulait rendre visite à son fils de 11 ans, Ömer Faruk, actuellement dans une unité de soins intensifs en raison d'une maladie cardiaque.

**18 août** : Le ministère de la Justice a [déclaré](#) dans un avis écrit que l'arrestation d'un étudiant de l'université de Boğaziçi accusé d'incitation à la haine sur une affiche représentant la Kaaba – le site le plus sacré de l'Islam – avec des drapeaux LGBT était « légale », ajoutant que l'homosexualité était « interdite » en Islam.

## DISPARITIONS FORCÉES

Aucune nouvelle de [Yusuf Bilge Tunç](#) et [Hüseyin Galip Küçüközyiğit](#), anciens travailleurs du secteur public qui

ont été licenciés par décrets-lois au cours de l'état d'urgence de 2016-2018 et qui ont été signalés disparus respectivement le 6 août 2019 et 29 décembre 2020, dans ce qui semble être les derniers cas en date d'une série de [disparitions forcées](#) présumées de critiques du gouvernement depuis 2016.

**21 août** : Alev Şahin, une ancienne employée du secteur public connue pour son activisme après avoir été sommairement démis de ses fonctions, a [annoncé](#) sur les réseaux sociaux que six personnes qui se sont présentées comme des policiers ont tenté de la conduire dans un fourgon à panneaux noirs sans présenter l'ordre de détention officiel. Şahin a déclaré qu'il s'agissait d'une tentative d'enlèvement.

## LIBERTÉ DE RÉUNION ET D'ASSOCIATION

**16 août** : La police d'Istanbul a [détenu](#) la militante Nursel Tanrıverdi alors qu'elle organisait un sit-in pour protester contre sa révocation sommaire de son poste dans le secteur public à la suite du coup d'État de 2016.

**17 août** : La police d'Istanbul a [arrêté](#) 11 personnes, dont quatre mineurs, pour avoir prétendument diffusé de la propagande terroriste lors de leur participation à un festival organisé par le HDP.

**18 août** : La gendarmerie de Şanlıurfa a [arrêté](#) 11 personnes pour avoir organisé une manifestation contre une entreprise locale de distribution d'énergie à la suite de coupures de courant. Les détenus ont été libérés plus tard dans la même journée après avoir comparu devant un tribunal.

**20 août** : Le président Recep Tayyip Erdoğan [publie](#) un décret présidentiel autorisant le Conseil de surveillance de l'État (DDK) à inspecter les ONG. Cette évolution est intervenue après la législation parlementaire de l'année

dernière autorisant le ministère de l'Intérieur à remplacer les dirigeants de toute fondation poursuivis pour des accusations de « terrorisme ».

**22 août** : La police de Hatay a [arrêté](#) quatre personnes qui protestaient contre une descente de police en janvier qui a entraîné la mort d'une femme de 70 ans victime d'une crise cardiaque.

## LIBERTÉ D'EXPRESSION ET DES MÉDIAS

**16 août** : La journaliste de JinNews, Beritan Canözler, arrêtée le 13 août dans le cadre d'une enquête liée au terrorisme, a été [libérée](#) après trois jours de garde à vue.

**17 août** : Un [rapport](#) annuel publié par l'Association pour la liberté d'expression (İFÖD) indique qu'un total de 349 763 sites Web ont été interdits en Turquie entre 2016 et 2020.

**17 août** : Des rapports publiés dans les médias pro-gouvernementaux [indiquent](#) que le parti au pouvoir envisage de proposer un nouveau projet de loi qui prévoit des peines de prison pour les utilisateurs des réseaux sociaux qui « insultent » quelqu'un ou propagent « des mensonges et de la désinformation » en ligne.

**17 août** : La police d'Istanbul a [arrêté](#) six personnes pour avoir accroché des banderoles anti-migrants dans des lieux publics. Les détenus ont été libérés le jour même après avoir comparu devant un tribunal.

**17 août** : Les autorités ont [bloqué](#) l'accès à plusieurs reportages sur une prétendue corruption municipale à Kocaeli.

**17 août** : Un tribunal d'Istanbul a [décidé](#) de bloquer l'accès à une entrée de blog d'un observateur de la liberté de la presse concernant un précédent blocage d'accès à des reportages sur une corruption judiciaire présumée.

**18 août** : La police d'Ankara a [arrêté](#) six personnes, dont des employés du HDP, pour leurs publications sur les réseaux sociaux.

**19 août** : Des gardiens de quartier à Istanbul ont [attaqué](#) trois journalistes et les ont empêchés de couvrir un reportage impliquant la mort d'un enfant de trois ans qui a perdu la vie à l'hôpital après être tombé dans une cage d'ascenseur.

**19 août** : Le Comité pour la protection des journalistes (CPJ) a publié une [déclaration](#) exhortant les autorités turques à enquêter rapidement et de manière transparente sur la mort du journaliste Aydın Taş, directeur turc de l'Agence de presse de Crimée (QHA), qui a été retrouvé mort le 8 août à Ankara. Alors que la mort de Taş a été classée comme un suicide, les collègues du journaliste ont déclaré qu'ils ne pensaient pas que Taş s'était vraiment suicidé.

**20 août** : Le politicien de l'opposition Buğra Kavuncu a été [frappé](#) par un agresseur alors qu'il quittait un studio de télévision où il apparaissait dans une émission. L'incident a eu lieu à la suite de propos menaçants du président Recep Tayyip Erdoğan, qui a déclaré qu'une attaque précédente contre le chef de l'opposition Meral Akşener n'était « qu'un début ».

**22 août** : Le radiodiffuseur public national TRT a [licencié](#) sans indemnisation Deniz Salmanlı, une employée technique de 22 ans qui faisait l'objet d'une enquête pour son commentaire sur les réseaux sociaux.

## INDÉPENDANCE JUDICIAIRE ET ÉTAT DE DROIT

**17 août** : Sadık Yıldırım, un homme soupçonné d'être proche du parti au pouvoir, a été [libéré](#) par un tribunal peu après avoir été arrêté pour avoir menacé sur les réseaux sociaux le policier qui l'avait placé en garde à vue après avoir trouvé de la drogue et des armes dans sa voiture.

**18 août** : Le ministère de la Justice a [déclaré](#) dans un avis écrit que l'arrestation d'un étudiant de l'université de Boğaziçi accusé d'incitation à la haine sur une affiche représentant la Kaaba – le site le plus sacré de l'Islam – avec des drapeaux LGBT était « légale », ajoutant que l'homosexualité était « interdite » en Islam.

**19 août** : Un journaliste a révélé que les accusations de terrorisme contre un homme d'affaires turc basé aux États-Unis avaient été [abandonnées](#) en juillet, un mois après la visite de l'ambassadeur de Turquie aux États-Unis.

**20 août** : Le politicien de l'opposition Buğra Kavuncu a été [frappé](#) par un agresseur alors qu'il quittait un studio de télévision où il apparaissait dans une émission. L'incident a eu lieu à la suite de propos menaçants du président Recep Tayyip Erdoğan, qui a déclaré qu'une

attaque précédente contre le chef de l'opposition Meral Akşener n'était « qu'un début ».

## MINORITÉ KURDE

**16 août** : La journaliste de JinNews, Beritan Canözer, arrêté le 13 août dans le cadre d'une enquête liée au terrorisme, a été [libérée](#) après trois jours de garde à vue.

**17 août** : Un groupe de personnes à Antalya a [arrêté](#) une voiture et battu un homme du nom d'Erhan Sevim parce qu'il était d'origine kurde. L'incident a eu lieu à la suite d'affirmations pro-gouvernementales selon lesquelles les incendies de forêt qui ont frappé la région ont été déclenchés par le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) interdit.

**17 août** : La police d'Istanbul a [arrêté](#) 11 personnes, dont quatre mineurs, pour avoir prétendument diffusé de la propagande terroriste lors de leur participation à un festival organisé par le HDP.

**18 août** : La police d'Ankara a [arrêté](#) six personnes, dont des employés du HDP, pour leurs publications sur les réseaux sociaux. Cinq des détenus ont été libérés sous contrôle judiciaire le 20 août tandis qu'un autre a été arrêté par un tribunal.

**19 août** : La gendarmerie d'Hakkari a [arrêté](#) huit personnes, dont des cadres provinciaux du HDP. Les détenus ont été libérés le 22 août.

**20 août** : La police d'Istanbul a [arrêté](#) 19 membres et cadres provinciaux du HDP.

**20 août** : La police de Şırnak a [arrêté](#) l'ancien co-maire Serhat Kadirhan.

**22 août** : Une prison d'Elazığ a [ouvert](#) une enquête sur la détenue et ancienne députée du HDP Leyla Güven pour avoir chanté de la musique kurde derrière les barreaux.

## AUTRES MINORITÉS

**16 août** : [Ebrar Karakurt](#), une joueuse de l'équipe nationale féminine de volley-ball, a fait l'objet d'attaques homophobes en ligne après avoir partagé une photo avec sa petite amie sur Instagram.

## TORTURE ET MAUVAIS TRAITEMENTS

**16 août** : La police d'Istanbul a [forcé](#) trois personnes à monter dans un véhicule blindé et les a soumises à la torture et à des mauvais traitements pour tenter d'en faire des informateurs.

**18 août** : Un policier de Şanlıurfa a [agressé](#) physiquement un homme du nom de Mustafa Bektaş qui a accidentellement sonné à sa porte et s'est cassé la jambe.

**19 août** : Les médias ont révélé que huit détenus qui avaient été involontairement transférés d'une prison de Şanlıurfa vers d'autres prisons le 11 août avaient été [torturés](#) et maltraités pendant le transfert.

**20 août** : Les gardiens d'une prison d'Adana [agressent](#) physiquement et verbalement des détenus.

**20 août** : La gendarmerie de Hakkari a [agressé](#) physiquement l'avocate Harika Günay Karataş qui se rendait dans un centre pour rendre visite à des clients placés en garde à vue.

**20 août** : Un groupe de policiers à Hakkari a [agressé](#) physiquement un employé d'une entreprise de livraison à la suite de la plainte de la conjointe d'un policier.

**20 août** : Un rapport préparé conjointement par trois organisations turques de défense des droits humains a [révélé](#) que des détenus avaient été victimes d'insultes, de menaces et de coups et blessures dans deux prisons d'Adana et de Kahramanmaraş.

## RÉPRESSION ET VIOLATIONS TRANSNATIONALES

**17 août** : Un [raid aérien](#) turc a touché une clinique dans le nord de l'Irak, causant la mort de huit personnes.